

Définir notre avenir

**Des idées créatrices pour transformer l'économie
de l'Ouest du Canada**

Todd Hirsch
Économiste en chef de la Canada West
Foundation

Octobre 2006

Un document de travail associé au projet L'Ouest À VENIR



projet L'Ouest À VENIR

Ce document de travail a été préparé par Todd Hirsch, économiste en chef de la Canada West Foundation, et s'inscrit sous l'égide du projet L'Ouest À VENIR de la Canada West Foundation. Le projet L'Ouest À VENIR explore trois thèmes clés : 1) les transformations économiques; 2) les transformations générationnelles; et 3) les transformations communautaires. Le financement principal pour le projet L'Ouest À VENIR a été fourni par Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ainsi que par la Kahanoff Foundation. Le financement complémentaire a été fourni par une fondation anonyme, le fonds de dotation des fondateurs de la Canada West Foundation, Pétro-Canada Inc., Teck Cominco Limited, et Banque Canadienne de l'Ouest. La Canada West Foundation souhaite exprimer ses sincères remerciements pour cet appui généreux. Pour de plus amples informations sur le projet L'Ouest À VENIR, veuillez communiquer avec le directeur de la recherche de la Canada West Foundation, Robert Roach (roach@cwf.ca)

La traduction française a été effectuée par :

Guillaume Labbé

Les traductions Fous-Aliés

Gatineau, Québec

© 2006 Canada West Foundation
ISBN 1-894825-97-7
www.cwf.ca

Remerciements

Je voudrais offrir des remerciements particuliers aux participants de la conférence Shaping Our Future (Définir notre avenir), qui s'est tenue à Calgary, en Alberta, le 28 avril 2006. Les discussions qui ont eu cours à la conférence ont inspiré plusieurs des idées qui sont présentées dans ce document de travail. (Une liste de participants à la conférence est présentée en annexe.)

Je voudrais aussi remercier le directeur de la recherche de la Canada West Foundation, Robert Roach, pour son leadership, ses conseils et l'inspiration qu'il sait insuffler, ainsi que la conseillère principale en recherche, Loleen Berdahl, pour ses nombreux commentaires, ses suggestions et ses conseils.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas forcément celles des donateurs, des conseillers ou du conseil d'administration de la Canada West Foundation. Il est permis d'utiliser ou de reproduire ce rapport à des fins personnelles ou pédagogiques de façon gratuite, sans faire de demande officielle, en autant que les sources sont correctement citées. Il est par contre interdit d'en faire des copies pour les vendre ou les diffuser à des fins commerciales. Il est possible de télécharger une version électronique gratuite de ce document à partir du site Web de la CWF (www.cwf.ca).

Les informations contenues dans ce document proviennent de sources considérées comme étant fiables, mais nous ne pouvons garantir l'exactitude ou l'exhaustivité des informations de ce livre. En conséquence, la Canada West Foundation ne saurait être tenue responsable des conséquences ou préjudices liés à l'utilisation de ces informations. Malgré le fait que tous les efforts aient été déployés pour nous assurer de l'exactitude des informations et des prévisions qui figurent dans le livre, le contenu de ce livre ne devrait pas être interprété comme étant des conseils financiers. L'auteur et la Canada West Foundation n'assument aucune responsabilité par rapport à toutes les décisions financières qui ont pu être prise en se basant sur ce document.

Avant-propos

Le jeu de pétanque est mon genre de jeu – il est merveilleusement simple à comprendre et n'exige absolument aucune habileté sportive spéciale. Les joueurs lancent des boules de la taille d'un pamplemousse sur le sol et tentent de faire atterrir leur boule le plus près possible du cochonnet qui se trouve à plusieurs mètres de distance. Bien que je sois convaincu que les passionnés de la pétanque ne perdraient pas de temps à me corriger, le jeu est extrêmement simple. C'est ce qui le rend si amusant.

Le fait qu'il soit simple à comprendre ne signifie pas nécessairement qu'il soit simple à jouer. Le jeu exige plus d'habileté et de finesse qu'il n'y paraît à première vue.

Lors d'un récent barbecue organisé pour le personnel de la Canada West Foundation, un collègue et moi étions debout sur le patio de l'arrière-cour, en train d'observer la partie de pétanque qui se déroulait sous nos yeux.

« Elle aurait dû placer sa boule un peu plus près du cochonnet, » dis-je depuis le patio. Mon collègue hochait la tête pour me signifier son accord. « Elle n'avait besoin que d'un peu plus de vitesse sur sa boule – elle a mal jugé la pente du sol. » Nous avons bien ri de nous-mêmes et de notre tendance à jouer les gérants d'estrade. Nous étions des experts de pétanque autoproclamés, des commentateurs qui pouvaient voir ce qui devait être fait sans l'ombre d'un doute. Cela nous semblait tellement évident depuis le patio où nous étions.

C'est un peu comme les gouvernements qui reçoivent les commentaires du public à savoir comment il faudrait gérer l'économie. Il y a beaucoup de conseillers économiques qui jouent les gérants d'estrade dans la société. Si on en juge d'après le commentaire général qui émane des groupes d'intérêts spéciaux, des groupes de réflexion et toutes les autres personnes qui ont recommandé des changements à la politique économique, la gestion de l'économie serait étonnamment simple et directe : tout ce que le gouvernement doit faire est de couper dans les impôts et de doubler ses dépenses dans les programmes. Pourquoi est-ce si difficile à comprendre?

J'espère que les mordus de politiques que nous sommes pourront rire de nous-mêmes quand nous agiront comme des gérants d'estrade. Dans le monde réel des budgets équilibrés, de la gestion des dépenses et de la prise de sages décisions publiques en matière

d'investissement, la tâche de gérer l'économie est beaucoup plus subtile que le public peut parfois le croire.

Au printemps de l'année 2006, la Canada West Foundation a réuni plus de 100 économistes, leaders du secteur des affaires et du secteur communautaire et d'autres décideurs pour discuter de l'économie de l'Ouest du Canada lors de la conférence *Shaping Our Future* (Définir notre avenir). Nous avons mis les participants au défi d'avancer des recommandations en matière de politiques publiques sur comment nous pourrions positionner l'économie de l'Ouest du Canada pour qu'elle soit prospère dans 20 ans. (La conférence était construite sur quatre réunions portant sur la planification de scénarios économiques tenues en C.-B., en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba à l'automne 2005.)

Dr David Foot, économiste à l'Université de Toronto et expert en données démographiques, a ouvert la conférence *Définir notre avenir* en nous aidant à penser au long terme – quelque chose avec lequel les économistes ne sont pas toujours particulièrement confortables. Les économistes aiment prévoir ce qui arrivera le mois suivant, le trimestre suivant ou peut-être l'année suivante. Mais 20 ans plus tard?

Comme vous pouvez sans doute l'imaginer, nous avons reçu une panoplie de conseils et de suggestions pour nos gouvernements. Le simple fait de répéter les recommandations suggérées lors de la conférence *Définir notre avenir* aboutirait à une liste monstrueuse de demandes qui couperait le souffle de n'importe quel élu qui se donnerait la peine de les lire. Deux cents « priorités clefs » ne sont utiles à personne.

Ce document de travail réduit plutôt les recommandations à une courte liste de thèmes fondamentaux. Il est évident que les recommandations qui ont été faites à la conférence ne figurent pas toutes dans les pages qui suivent. Nous avons cependant bon espoir que les thèmes retenus sauront illustrer l'essence des discussions.

Dr Roger Gibbins
Président et chef de la direction
Canada West Foundation
Octobre 2006

1. Introduction

L'économie de l'Ouest du Canada est en bon état à l'automne 2006. Les prix des produits de base sont solides, les occasions d'emploi sont abondantes et la croissance du produit intérieur brut fait l'envie du pays.

Il faut toutefois savoir que les défis abondent. La pénurie de main-d'œuvre est un problème urgent et le secteur de l'agriculture traditionnelle en terre sèche éprouve des difficultés. D'autres secteurs clefs comme la foresterie ou l'industrie de la fabrication secondaire font face à une période d'ajustement plutôt difficile.

En dépit de ces problèmes et d'autres qui n'ont pas été mentionnés, l'Ouest du Canada connaît une période de prospérité économique et de création de la richesse que l'on pourrait qualifier de dorée.

Il n'y a pas de meilleur moment pour nous poser la question suivante : *comment pourrions-nous positionner notre économie aujourd'hui afin qu'elle soit prospère et florissante en 2026?*

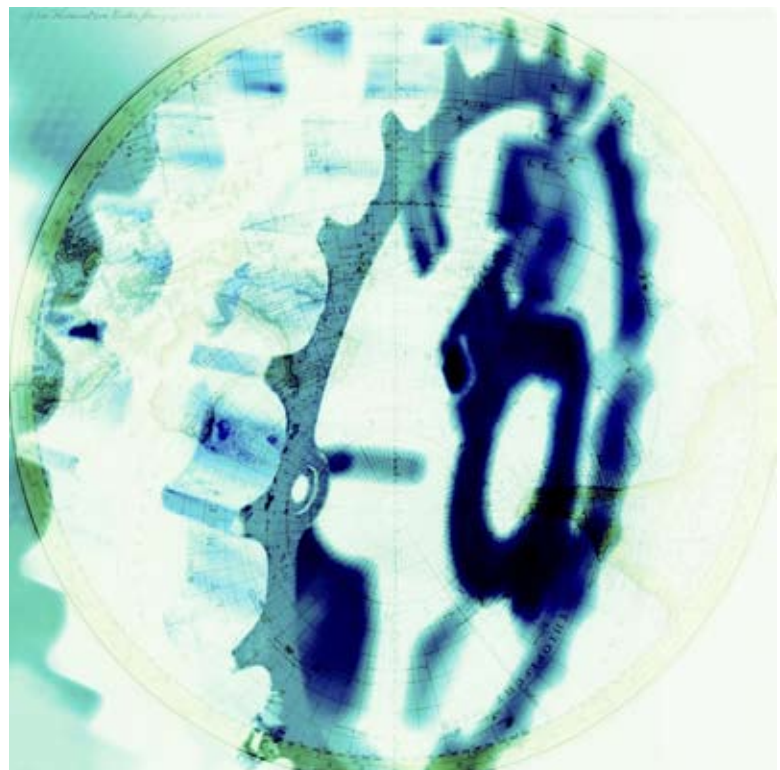
Pour connaître du succès, nous devons faire plus que simplement prolonger le boom actuel, parce que les forces et les facteurs qui l'actionnent changeront très certainement un jour. Nous devons penser à long terme et faire nos projections en ce sens – au-delà des prix actuels pour le pétrole et des affiches « Aide demandée » qui ornent les fenêtres des restaurants rapides. Ces choses viendront et s'en iront.

La planification pour le long terme exige un changement dans notre façon de penser. Nous devons réfléchir au portrait global plutôt que de simplement réagir aux événements qui se déroulent autour de nous. Nous devons

aussi résister à la tentation de faire un peu de tout pour tout le monde parce que c'est là une recette favorisant la médiocrité. Nous devons être audacieux et nous devons établir des priorités.

Les recommandations qui suivent en matière de politiques publiques tentent justement de faire ça. Nous avons bon espoir que les Canadiens de l'Ouest trouveront des sources d'inspiration dans ces recommandations et qu'ils s'en serviront en tant que point de départ d'un débat informé portant sur la façon d'assurer la prospérité économique à long terme de la région.

Tel que mentionné dans l'Avant-propos, ces recommandations ont été inspirées et éclairées par une série de réunions portant sur la planification de scénarios économiques tenues dans les quatre provinces de l'Ouest et par les commentaires reçus lors de la conférence Définir notre avenir. On ne devrait cependant pas considérer cela comme un endossement, car les idées qui suivent sont uniquement celles de l'auteur.



2. Éduquer et former

« Nous avons beaucoup de jeunes. Ce dont nous avons besoin est d'une Fontaine d'Intelligence. »

– *Anonyme*

La personne qui a émis ce commentaire l'a probablement fait avec désinvolture. Mais désinvolte ou pas, ce commentaire représente une réalité croissante dans notre économie globale féroce et compétitive : nos ouvriers sont aussi bons qu'ils sont intelligents.

S'il y a un secteur de politiques publiques où l'Ouest du Canada doit réussir, c'est bien l'éducation. Peu de choses sont aussi importantes pour notre succès économique à venir que le fait d'avoir une main-d'œuvre brillante, créatrice et fortement instruite.

Une préoccupation immédiate implique de réduire le taux de décrochage dans les écoles secondaires. Décrocher de ses études peut sembler une bonne idée lors d'un boom pétrolier, mais un diplôme sera bien pratique quand le boom sera terminé.

Mais le fait de s'employer à résoudre la question du décrochage scolaire n'est qu'une goutte dans la Fontaine d'Intelligence. Les travailleurs de l'Ouest du Canada auront besoin de plus qu'un diplôme d'études secondaires pour rivaliser dans l'économie internationale du savoir. L'impératif au XXI^e siècle est de compléter au minimum un programme d'études postsecondaires ou de formation professionnelle. L'éducation postsecondaire est ce qui fait en sorte que la Fontaine d'Intelligence peut vraiment commencer à couler.

En tant que responsabilité provinciale, le financement de l'éducation postsecondaire semble être sur la bonne voie partout dans l'Ouest. Les gouvernements ont augmenté le financement et, dans certains cas encourageants, ont fixé des objectifs afin d'augmenter le nombre de places pour les étudiants dans les années à venir. Cela mérite d'être applaudi, mais il ne faut cependant pas s'arrêter là. Les gouvernements devraient augmenter l'appui financier qu'ils accordent aux universités, aux collèges, aux instituts technologiques et aux écoles de métiers.

Lorsqu'on leur demande comment faire pour que l'Ouest du Canada soit plus compétitif à l'échelle globale, plusieurs commentateurs économiques s'attendent à la même chose : les impôts. Un faible taux

d'imposition est, selon l'avis de certains, la pépite d'or qui attirera les industries et qui permettra de construire une base économique forte. Bien que des arguments convaincants puissent être apportés en faveur d'une baisse des impôts, cela n'est pas aussi important qu'une main-d'œuvre vraiment bien formée.

Les recommandations ci-dessous présentent quelques actions concrètes qui devraient être prises aujourd'hui pour s'assurer que les Canadiens de l'Ouest puissent continuer à compter parmi les travailleurs les plus instruits dans le monde.

Les implications qui accompagnent le fait de ne pas faire ce qu'il faut sont troublantes. En matière d'éducation et de formation, l'Inde fait ce qu'il faut. La Chine fait aussi ce qu'il faut. Les États-Unis, qui possèdent certaines des meilleures institutions postsecondaires du monde, font aussi ce qu'il faut. Et plus ça nous prendra de temps pour faire ce qu'il faut, plus l'Ouest du Canada prendra du retard dans la course globale pour l'intelligence.

L'Ouest du Canada a le potentiel de surpasser toutes les autres juridictions du monde dans ce secteur. C'est simplement une question d'en faire une de nos priorités. Saisissons maintenant la chance que nous avons, en 2006, pour faire couler à flots cette Fontaine d'Intelligence.



Recommandations

1. Réduire le taux de décrochage scolaire au secondaire de 50% d'ici 2026.

- Encourager des options de programmes d'écoles secondaires qui soient plus créatrices, et flexibles.
- Explorer les meilleures pratiques et techniques utilisées dans d'autres juridictions pour réduire le nombre de décrocheurs.

2. Réduire de façon drastique l'analphabétisme chez les adultes d'ici 2026 (Environ 40% des Canadiens sont « illettrés », c'est-à-dire qu'ils n'ont pas la capacité requise en lecture pour comprendre des instructions, des manuels ou des documents complexes de façon significative.) Consacrer des ressources visant à faire prendre conscience de l'analphabétisme chez les adultes et pour concevoir des programmes qui pourront aider à combattre ce phénomène.

3. Augmenter la capacité totale des étudiants dans les institutions d'éducation postsecondaire de la région afin qu'aucun étudiant qualifié ne se fasse rejeter par manque de place pour les étudiants.

4. Établir des fondations spécifiques et d'importance pour attirer des enseignants et des étudiants de deuxième et de troisième cycle de calibre international.

- Reconnaître que le fait de construire des centres d'éducation et de formation de calibre internationale exige du financement pour attirer les meilleurs et les plus brillants du monde.
- Faire de l'Ouest du Canada une destination de choix pour les éducateurs du monde.
- Laisser derrière nous les jours où le financement des universités était progressif, incertain et imprévisible.

5. Adopter une approche privilégiant le rôle du marché face aux frais de scolarité

- Ne pas geler les frais de scolarité actuels. L'éducation gratuite ou des frais de scolarité drastiquement sous-évalués (comme pour toutes les choses qui sont « gratuites » pour les consommateurs) auront tendance à être surutilisés et sous-évalués. Des frais de scolarité plus élevés implanteront un sens de la propriété et de l'investissement qui sera plus véritable pour les étudiants. Un financement accru pour les écoles aidera ces dernières à mieux gérer les dépenses à la hausse et l'expansion des places et des programmes pour les étudiants.

6. Par la même occasion, augmenter le financement direct aux étudiants.

- Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux devraient investir beaucoup plus en termes de bourses et de prêts pour les études.
- Examiner les pratiques et les approches qui ont été utilisées dans d'autres pays.
- Récompenser les étudiants qui atteignent des standards élevés et qui complètent leurs programmes.

7. Concentrer les secteurs de recherche principaux dans les universités de la région pour se compléter et non se répéter les uns les autres.

- Penser aux principales universités de l'Ouest comme étant un seul « système » et coordonner les activités de recherche pour réduire au minimum la duplication.
- Concentrer et diriger les rares dollars des ressources pour les projets de recherches majeurs aux écoles individuelles, plutôt que de voir plusieurs écoles poursuivre des plus petits secteurs de recherche avec moins de potentiel.

8. Tripler le nombre d'inscriptions des étudiants étrangers d'ici 2026 et chercher à conserver ces étudiants comme immigrants.

- Offrir une formation linguistique généreuse.
- Offrir des visas de travail aux étudiants étrangers qui complètent leurs études postsecondaires dans une université canadienne de l'Ouest du Canada.

9. Investir les mêmes sommes que le secteur privé dans les programmes de formation.

- Les écoles professionnelles et les centres de formation technologiques devraient se voir attribuer des mandats pour atteindre des cibles spécifiques leur permettant d'attirer des partenaires du secteur privé.
- Les provinces devraient fortement encourager cette pratique en investissant les mêmes sommes que le secteur privé dans les programmes qui sont établis grâce aux contributions du secteur privé (en surplus du financement régulier pour les institutions).

3. Créer et Innover

« Un pressentiment, c'est la créativité qui tente de vous dire quelque chose. »

—Frank Capra, réalisateur de films à Hollywood

« La créativité, c'est d'imaginer de nouvelles choses. L'innovation, c'est faire de nouvelles choses. »

—Theodore Levitt, professeur émérite en administration des affaires à la Harvard Business School et ancien rédacteur en chef du *Harvard Business Review*

Les mots « créativité » et « innovation » ont probablement été surutilisés pour décrire ce qui était nécessaire pour qu'une économie puisse croître. Leur utilisation est maintenant si fréquente qu'ils tombent dans ce qu'on appelle le jargon - ces mots et expressions utilisés si souvent qu'ils ont tendance à perdre leur signification. Ils rejoignent maintenant au panthéon des expressions comme « réfléchir à l'extérieur du cadre » ou « changement de paradigme », qui étaient autrefois des images utiles et intéressantes, mais qui sont maintenant devenues si clichées qu'elles n'appartiennent plus qu'au monde de la bande dessinée de Dilbert.

Il est vraiment trop dommage que la créativité et l'innovation soient devenues tellement surutilisées, car leurs vertus en ce qui concerne le développement économique demeurent intactes.

L'économiste et auteur américain Richard Florida s'est fait le champion du concept voulant que les grandes villes et les grandes économies grandissent autour des gens créateurs. C'est une idée qui ne semble pas être à sa place dans une époque où on entend toujours dire qu'il faut tout simplement réduire les impôts et offrir des subventions aux entreprises. Le conseil de Florida n'est certainement pas exempt de critiques. Il demeure néanmoins que la prémisse qui consiste à attirer des créateurs en tant que moyen permettant de favoriser le développement économique est pleine de bon sens. Après tout, le développement économique commence par quelqu'un qui dit « J'ai une idée! »

La créativité peut se manifester de plusieurs façons. Nous associons souvent la créativité avec les arts visuels, le théâtre, la musique, et cetera. Et au Canada, nous associons souvent ces projets d'ordre culturel avec ce qu'ils coûtent aux contribuables plutôt qu'avec les bénéfices qu'ils procurent. Les gens sont attirés par certaines villes en raison de leur climat et de leurs possibilités d'emploi, et ils le sont tout autant par les équipements culturels et sociaux qu'elles peuvent offrir.

Bien sûr, la créativité ne se limite pas qu'aux arts. Les entreprises, des entreprises de camionnage aux jeunes entreprises dans le secteur des logiciels, en ont aussi besoin.

Lors d'une récente conférence dans une ville de l'Ouest du Canada, on m'a demandé comment cette ville pouvait devenir un centre pour l'industrie « à valeur ajoutée ». J'ai répondu à l'auditoire - en choquant quelques personnes au passage - que leur ville ne serait jamais un centre d'industrie « à valeur ajoutée ». Tant que leur idée de la « valeur ajoutée » serait concentrée sur la fabrication secondaire, ils n'arriveraient jamais à atteindre leurs buts.

Pourquoi voudraient-ils devenir une ville d'usines et des chaînes de montage? Pourquoi voudraient-ils être comme la ville de Détroit dans les années 1950? Ne savent-ils pas que leurs dépenses au chapitre de la main-d'œuvre sont astronomiques quand on les compare avec celles des pays en voie de développement?

Mais j'avais aussi de bonnes nouvelles pour eux. Je leur ai dit que s'ils étaient prêts à accorder de l'importance à l'autre extrémité de la chaîne de production - l'idée, la recherche et la conception de la chaîne de production - leur ville aurait alors un avenir prometteur. C'est ça l'avantage comparatif de l'Ouest du Canada: la matière grise entre nos deux oreilles, et non les faibles salaires et les chaînes de montage.

Thomas Friedman, dans son récent livre intitulé *The World is Flat (Le monde est plat)*, résume pourquoi la créativité est si essentielle pour notre succès économique au XXI^e siècle : « Il y a peut-être une limite au nombre de bons emplois dans les usines dans le monde, mais il n'y a aucune limite au nombre d'emplois générateurs d'idées dans le monde. » Ce qu'il veut dire est que les nouvelles idées, les nouvelles recherches et les nouvelles innovations qui émergent des esprits créateurs ressemblent à un puits artésien - elles ne tarissent jamais.

Les esprits créateurs et innovateurs dans le secteur des entreprises ont besoin qu'on les soutienne et qu'on veuille à leur développement. Une grande partie de ce qui était encouragé dans la section précédente sur l'éducation s'applique également ici. Le fait de s'assurer d'un système d'éducation primaire, secondaire et universitaire de classe mondiale est un premier pas évident. Mais ça ne s'arrête pas là.

Les idées d'affaires ont souvent besoin d'un peu de support financier pour aller de l'avant. Le capital de risque est critique pour les entrepreneurs créateurs. L'Ouest du Canada - et particulièrement

l'Alberta – se positionne bien moins favorablement que l'Ontario, le Québec et les États-Unis quand il est question de la disponibilité du capital de risque. Une recommandation est donc que les gouvernements provinciaux trouvent des façons d'augmenter le bassin de capital de risque disponible pour l'Ouest. Par exemple, abaisser le taux d'inclusion sur l'impôt applicable aux gains en capital et d'augmenter la base de capital de risque existante (par exemple, en permettant d'y inclure les fonds de pension) seraient deux avenues possibles à suivre.

Si la première étape est l'éducation et la formation et que la deuxième étape consiste à offrir le support financier dont les nouvelles idées ont besoin, alors la troisième étape doit être de trouver de nouveaux moyens de transformer ces idées d'affaires et ces innovations créatrices en réalité et de les rendre disponibles sur le marché par le truchement d'une commercialisation réussie du produit – l'étape lors de laquelle le produit est commercialisé, produit et distribué avec succès et où les profits reviennent à l'entreprise pour y être réinvestis. C'est peut-être l'étape la plus délicate, et c'est assurément la plus importante dans la perspective du développement économique. Mais cette étape continue à échapper et à frustrer plusieurs décideurs partout dans l'Ouest.

Il est très frustrant pour les décideurs (et les contribuables) d'assister à l'éducation d'un jeune esprit brillant dans une université de l'Ouest du Canada, de voir cet étudiant générer une brillante idée ou un développement scientifique, de fournir des fonds destinés à financer la création d'entreprise et à soutenir les universités afin que l'idée puisse devenir réalité et d'enfin devenir des témoins impuissants quand l'étudiant et son idée partent pour San Francisco, Boston ou Kuala Lumpur afin que l'idée soit commercialisée à grande échelle. C'est une histoire qui s'est répétée à maintes reprises dans l'Ouest. Nos universités sont aux premières loges quand vient le temps de veiller au développement des idées et de fournir les équipements requis pour réaliser les recherches soutenant ces idées. La biotechnologie, les sciences médicales, l'agrobiotechnologie, la nanotechnologie, la recherche pharmaceutique – nous excellons dans le domaine de la recherche et du développement dans notre système universitaire. Mais nous échouons souvent à franchir le pas qui sépare la recherche de l'étape de la commercialisation.

Ultimement, le fait de générer de la créativité et de l'innovation relève plus de l'art que de la science, mais les deux sont extrêmement importants dans l'économie globale où ce sont les idées, et non la force musculaire, qui produisent de la richesse. La créativité ne peut pas être générée en baissant les impôts ou en rationalisant la réglementation (même si ces actions peuvent aussi s'avérer plutôt utiles). Et l'innovation ne peut pas davantage être achetée comme

un produit importé, et ce même si la valeur du dollar canadien monte en flèche.

La créativité et l'innovation émanent de l'esprit humain – elles sont issues de l'éducation, nourries par les arts, évidentes dans la recherche et entretenues par des politiques publiques qui peuvent être d'un grand secours. Les décideurs de l'Ouest du Canada ont la responsabilité d'aider à faire en sorte que ces éléments fragiles mais essentiels de notre économie puissent trouver un terrain fertile où ils pourront s'épanouir.

Recommandations

1. Augmenter le financement pour les arts dans l'Ouest du Canada.

- S'efforcer d'attirer la participation du privé en faveur de l'établissement de plusieurs centres d'arts iconiques de calibre international, basés dans l'Ouest. Pourquoi l'Ouest ne pourrait-il pas avoir son propre Guggenheim, ou son Tate Modern ou son Getty Centre – des destinations et des attractions qui ont leur propre mérite – pour enrichir et inspirer la créativité dans l'Ouest?

2. Mettre l'emphase sur les arts de la création dans le système d'éducation primaire-secondaire.

- Nous devrions faire attention de ne pas négliger la contribution des arts de la création – la musique, le théâtre, les beaux arts et les langues – lorsque vient le temps de développer l'esprit des étudiants. Les gouvernements provinciaux devraient éviter de faire des coupes dans les arts de la création du programme d'études scolaires et augmenter le financement lorsque c'est nécessaire.

3. Trouver de nouvelles façons de rendre disponible le financement pour le démarrage d'entreprises aux entrepreneurs créateurs et aux innovateurs de l'Ouest.

- Augmenter le bassin existant pour le capital de risque en abaissant l'impôt applicable aux gains en capital et en augmentant le bassin des fonds éligibles (par exemple, en permettant d'y inclure les fonds de pension).

4. Créer de nouvelles façons pour les entreprises d'atteindre l'étape de la commercialisation dans leur développement.

- Identifier les barrières à la commercialisation et aider les entreprises à les surmonter.
- Fournir de l'aide aux entreprises qui doivent attirer l'expertise des gestionnaires qualifiés pour commercialiser leurs produits.

4. Déplacements et communications

« 640Ko devrait être suffisant pour n'importe qui. »
- Bill Gates, *Président de Microsoft, 1981*

Il a déjà été dit que le Canada était un pays qui possédait plus de géographie que d'histoire. Cette affirmation ne pourrait être plus vraie nulle part ailleurs que dans l'Ouest du Canada.

Lors d'un récent voyage sur la route entre Calgary, en Alberta, et Prince Albert, en Saskatchewan, je me suis souvenu à quel point les Prairies canadiennes étaient vastes. Pendant que ma voiture engloutissait les kilomètres les uns après les autres sur ce paysage plat et sec -et que la température ambiante s'approchait davantage du 40° que du 30° Celsius - je réfléchissais aux expériences vécues par les premiers colons européens quand ils sont arrivés dans l'Ouest pour la première fois.

Ils ont voyagé pendant des semaines par bateau et par train vers une destination inconnue de l'autre côté de la planète. Les visions fugitives qu'ils avaient des gens, des villes et même des arbres devaient se faire de plus en plus rares alors que le train s'enfonçait vers l'Ouest. Et finalement, quand il semblait bien que tous les signes de vie avaient complètement disparu, le train ralentissait et quelqu'un leur hurlait les mots suivants : « Terminus, voici votre arrêt! Tout le monde descend! » Le train se retirait ensuite et les laissait là, debout en plein milieu de nulle part. Il y avait rien que le vent poussiéreux, le soleil tapant et le rêve de commencer une nouvelle vie.

En 2006, les épreuves des premiers pionniers sont de l'histoire ancienne. Même quand nous effectuons un long voyage en voiture à travers les Prairies, nous le faisons sur des chaussées pavées dans des voitures climatisées, nous écoutons la radio satellite, nous arrêtons en chemin pour une liqueur et des croustilles, et nous parlons avec nos amis et notre famille sur nos téléphones portables où qu'ils soient dans le monde entier.

C'est le transport et les communications qui ont rendu la vie possible pour les pionniers. En ce qui nous concerne, ils n'ont pas seulement rendu la vie possible; ils l'ont aussi rendu agréable.

Avec l'avènement du chemin de fer, le monde pour les Canadiens de l'Ouest est passé de la taille TIG à la taille TG. Avec l'apparition

des téléphones, de la radio et de la télévision, le monde a rapetissé une fois de plus en passant de la taille G à la taille M. Et maintenant avec l'Internet, le courriel, les téléphones portables et les satellites, il est passé de la taille P à la taille TP. Les nouvelles technologies et les développements dans le monde du transport et des communications continuent d'ouvrir toutes sortes de possibilités sociales et économiques pour les Canadiens de l'Ouest.

Suite aux progrès dans le transport mondial, il est maintenant possible de faire des échanges commerciaux avec la Chine, avec l'Inde, et avec toutes les autres parties du monde. La circulation des ressources naturelles et des marchandises finies augmentera au cours des 20 prochaines années, et nos ports comme nos gares doivent être en mesure de gérer les quantités sans cesse croissantes de biens qui circulent.



Avec l'Internet et le courriel, il est possible pour un développeur de logiciels de travailler depuis son bureau de Brandon avec des collègues à Bangalore, ou pour un designer de meubles de faire une création dans son studio à Vernon et d'envoyer les plans au Viêt-Nam. De nouveaux logiciels peuvent même permettre aux deux emplacements de travailler sur la même application en même temps, mais un accès TI à large bande est essentiel pour que cela puisse se produire.

Grâce aux nouvelles techniques développées pour le traitement des sables bitumineux, le bitume est bouilli et extrait du sol avec

de la vapeur à Fort McMurray. Mais pour que l'équipement et la machinerie de taille imposante qui sont nécessaires pour la mise en application de ces processus puissent se rendre dans cette région éloignée qu'est le Nord de l'Alberta, les sociétés qui oeuvrent dans les sables bitumineux ont besoin de couloirs de transport modernes et de la bonne taille. Ils ont aussi besoin de nouveaux pipelines pour acheminer le bitume et/ou les produits raffinés sur le marché.

Tous ces projets – les installations portuaires modernes et efficaces, l'agrandissement des gares, l'accès TI à large bande, l'élargissement des routes et les pipelines – sont les nouveaux outils dont l'économie de l'Ouest doit se doter afin de pouvoir prospérer au XXI^e siècle. Et bien que le secteur privé ait un rôle significatif à jouer, le secteur public doit aussi jouer le sien.

Les projets peuvent être des initiatives publiques, des partenariats publics privés ou des initiatives du secteur privé. Indépendamment de la méthode choisie, nos gouvernements ont la responsabilité d'aider à faire en sorte que l'Ouest bénéficie d'un réseau de transport de classe internationale et d'un système de communications capable de répondre aux besoins de ses habitants et de ses entreprises. Nous pouvons éduquer notre jeunesse, nous pouvons inspirer leur créativité et leur innovation, mais si nous ne leur donnons pas les infrastructures physiques pour transformer leurs idées en réalité, nous échouons à leur fournir le dernier lien de la chaîne de création de la richesse.

Recommandations

1. Relier pratiquement tous les Canadiens de l'Ouest avec un réseau de fibres optiques à large bande.

- La capacité de communiquer facilement, rapidement et en continu avec des gens de partout dans le monde sera la clef pour être compétitifs à l'échelle mondiale.
- L'Ouest du Canada devrait avoir le plus haut taux d'utilisation et de connectivité en mode large bande dans le monde.

2. Continuer à investir dans l'expansion de la capacité des ports de mer.

- Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux de l'Ouest ont fait certains progrès importants au chapitre de leurs investissements dans les ports de la côte ouest, en particulier grâce au programme Pacific Gateway. Le port de Churchill ne devrait pas être négligé, alors que l'ouverture de l'Arctique canadien semble être une probabilité de plus en plus forte au cours des

prochaines décennies. L'objectif visé devrait être une expansion permettant de traiter le volume de fret prévu en 2026 (cargaisons entrantes et sortantes).

3. Agrandir les autoroutes principales partout dans l'Ouest.

- Explorer des façons d'agrandir et d'améliorer les autoroutes principales, possiblement avec des partenariats publics privés et des autoroutes à péage.
- Se concentrer sur les couloirs de transport clés, les deux principaux couloirs étant l'autoroute transcanadienne de Thunder Bay à Vancouver (doubler l'autoroute dans sa totalité au minimum au cours des cinq prochaines années) et l'autoroute 63 en Alberta qui relie Edmonton à Fort McMurray.

4. Réduire les impôts sur le carburant pour les locomotives et les impôts sur le capital des chemins de fer.

- Les chemins de fer sont un composant clef dans le système de transport de fret de l'Ouest du Canada occidental, mais ils sont souvent négligés. On devrait accorder un certain répit aux chemins de fer au niveau de l'impôt provincial sur le carburant et de l'impôt provincial sur le capital à titre de compensation pour les investissements spécifiques dans des équipements de transport impliquant des conteneurs partout dans les Prairies et aux ports (de la côte ouest et de Churchill).
- Reconnaître la contribution que les chemins de fer peuvent apporter dans la réduction de l'usure des routes et dans la réduction des émissions de gaz carbonique.

5. Harmoniser tous les règlements de camionnage dans tout l'Ouest du Canada.

- The system of ports, railways, and highways from Vancouver to Churchill, and from Prince Rupert to Winnipeg, should be thought of as one seamless and coordinated unit.
- Create a trucking corridor across all four western provinces.
- Suivre l'exemple mis de l'avant par l'Alberta et la C.-B. qui ont signé le *Trade, Investment, and Labour Mobility Agreement* (TILMA) – l'Entente de commerce, d'investissement et de mobilité des travailleurs (ECIMT), qui requiert une coordination complète des règlements sur les camions et les autobus qui voyagent sur les routes des deux provinces. L'ECIMT illustre une coopération interprovinciale qui était nécessaire depuis longtemps et on devrait inciter la Saskatchewan et le Manitoba à signer la même entente.

5. Main-d'oeuvre flexible et capable de s'adapter

« Le plaisir au travail ajoute de la perfection au résultat final. »

- *Aristotle*

« Changez vos pensées et vous changerez votre monde. »

- *Norman Vincent Peale*

Il n'y a pas si longtemps, la lutte contre le chômage semblait être la priorité principale de nos gouvernements. Jean Chrétien a gagné l'élection fédérale de 1993 avec sa promesse « des emplois, des emplois, des emplois. » Pour certains d'entre nous, cette campagne électorale est encore très fraîche en mémoire, mais notre économie est maintenant bien loin de ce qu'elle était à cette époque.

Aujourd'hui, alors que le taux de chômage dans l'Ouest du Canada oscille dans les bas 4% - le plus bas taux de chômage depuis une génération - l'appel pour « des emplois, des emplois, des emplois » nous semble bien étranger. La pénurie de main-d'œuvre est le problème actuel, et non le manque d'emplois. En dépit de cela, les mesures visant le marché du travail du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux tentent encore d'aider une économie marquée par un haut taux de chômage.

Ce dont nous avons réellement besoin est d'une main-d'œuvre plus flexible et capable de s'adapter - une main-d'œuvre qui peut suivre les circonstances toujours changeantes de notre économie.

Prenons, par exemple, le programme d'assurance-emploi du gouvernement fédéral (A.-E.). Les chômeurs qui habitent dans les régions où les taux de chômage sont les plus élevés au pays sont éligibles à plus de semaines de bénéfices que les chômeurs qui habitent dans les régions à plus faible taux de chômage du pays. À première vue, cela semble être logique - et était peut-être réellement logique à une époque où les taux de chômage étaient élevés partout. Cela reconnaissait que les travailleurs pouvaient avoir besoin d'une plus grande période de temps pour se trouver un emploi dans ces régions, alors ils devaient recevoir plus de semaines de bénéfices.

Mais l'effet pervers que cette mesure entraîne est qu'elle peut en fait gêner la mobilité de la main-d'œuvre dans l'économie canadienne. Elle encourage les chômeurs à demeurer dans ces régions à haut taux de chômage plutôt qu'à se déplacer vers d'autres régions du pays où les emplois sont plus abondants.

Est-ce qu'il est cruel de forcer un travailleur à quitter sa ville natale, de déraciner une famille et un maison et de les déplacer à travers le pays pour trouver le travail? Probablement. Mais le programme d'A.-E. n'oblige pas les gens à faire quoi que ce soit. Il existe plutôt (ou devrait plutôt exister) pour aider les travailleurs qui se trouvent sans travail à faire la transition vers un nouveau travail - et ce travail pourrait bien être dans une nouvelle région du pays.

Une des principales barrières que doivent surmonter les migrants interprovinciaux sont les dépenses impliquées dans la recherche d'une nouvelle maison, la vente de leur maison dans une région économiquement diminuée et l'achat (ou la location) d'une maison dans une région économiquement active.

Le programme d'A.-E. devrait peut-être être modifié pour encourager une mobilité plus rapide de la main-d'œuvre, et pour atténuer les dépenses associées au déplacement. Par exemple, plutôt qu'un chômeur dans une région où le taux de chômage est élevé soit éligible à 42 semaines de prestations d'A.-E., pourquoi ne pas réduire ce nombre de semaines à 14 semaines (le nombre de semaines auxquelles ont droit les travailleurs dans les régions à faible taux de chômage) et leur donner de l'argent pour les aider à se relocaliser?



Les prestations d'A.-E. des travailleurs saisonniers devraient aussi être diminuées ou éliminées. Ce n'est pas une grande surprise d'apprendre que plusieurs travailleurs saisonniers considèrent leurs prestations d'A.-E. durant la « saison morte » comme étant un avantage intéressant du travail saisonnier. Personne ne m'a jamais expliqué pourquoi il était si cruel de s'attendre à ce que des travailleurs saisonniers trouvent des moyens de générer des revenus durant la « saison morte ».

Un des défis qui se dirige directement vers l'économie canadienne comme un tsunami est la main-d'œuvre vieillissante. Nous sommes au courant de ce fait depuis un bon moment maintenant, mais les décideurs semblent faire bien peu de choses à part se tourner les pouces. Le marché du travail canadien est en droit de s'attendre à un vivre un choc étant donné que la majeure partie des enfants du baby-boom sera bientôt à la retraite.

Nous avons besoin de politiques qui font la promotion de la retraite à un âge plus avancé et qui encouragent une plus longue participation au marché du travail, tout en offrant en même temps des conditions de travail plus flexibles.

L'actuelle *Loi de l'impôt sur le revenu* pénalise les travailleurs d'un certain âge qui sont éligibles à leurs régimes de retraite en les décourageant de travailler et de contribuer aux régimes de retraite privés. La motivation financière incite les gens à se retirer complètement de la main-d'œuvre active, alors pourquoi sommes-nous si étonnés quand cela se produit? Des dispositions dans le *Régime de pensions du Canada* (RPC) et dans la *Sécurité de la Vieillesse* (SV) pénalisent aussi les travailleurs d'un certain âge qui voudraient continuer à travailler. La *Loi de l'impôt sur le revenu*, le RPC et la SV ont tous besoin d'être passés en revue et révisés de façon à ne pas décourager les travailleurs d'un certain âge à travailler.

L'immigration est un autre moyen souvent mentionné pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre actuelle, bien qu'il s'agisse d'un moyen qui apporte son lot de controverse.

Le monde est rempli de gens brillants, éduqués et hautement qualifiés qui aimeraient avoir la chance de vivre et de travailler au Canada. L'inconvénient de cela, comme les critiques aiment bien le souligner, est que les nouveaux immigrants ont un dossier peu reluisant en matière d'emplois une fois qu'ils arrivent au pays. La langue et les barrières culturelles, le manque d'expérience sur le marché du travail canadien et le manque de relations

personnelles conspirer souvent contre les immigrants et ils sont ainsi régulièrement sous-employés. Qui n'a jamais entendu parler de l'immigrant qui a complété son doctorat et qui conduit un taxi au Canada?

Mais ça n'a pas à être ainsi. Plutôt que de mettre l'emphase sur la réunification des familles, notre politique d'immigration doit être plus brillante et viser des jeunes immigrants qui rencontrent déjà les exigences en matière de compétences, d'éducation et de langue, ce qui aura pour effet de minimiser les problèmes à leur arrivée au pays. En outre, il doit y avoir une plus grande volonté de la part de l'industrie et des associations professionnelles pour reconnaître les qualifications et l'expérience étrangère. Un certain progrès sur ce front est déjà en cours, mais il faut y mettre plus d'efforts.

Nous devons aussi cibler davantage d'étudiants internationaux (voir la Section 2) et les encourager à travailler au Canada pendant qu'ils sont aux études et après leur remise de diplôme. Il existe actuellement plusieurs restrictions qui s'appliquent aux étudiants étrangers et qui les empêchent de travailler à l'extérieur du campus, et ce malgré les affiches « Aide demandée » qui pullulent dans le secteur tertiaire. En plus du revenu supplémentaire, le travail à l'extérieur du campus permettrait aussi aux étudiants étrangers d'acquérir un peu d'expérience pratique de travail dans un milieu de langue anglaise, ce qui sera essentiel pour leur succès futur dans le marché du travail canadien. Cela aiderait aussi les employeurs du secteur tertiaire à trouver des travailleurs.

Les jeunes autochtones sont également sous-utilisés dans le marché du travail. C'est une préoccupation qui ne date pas d'hier, mais nous devons continuer à travailler à résoudre la question des barrières sociales et de l'éducation pour augmenter les chances de succès des autochtones sur le marché du travail.

Tout en cherchant à résoudre la pénurie actuelle de main-d'œuvre, les décideurs doivent éviter de supposer que la réalité d'aujourd'hui sera celle de demain. Cela est particulièrement vrai en Alberta et en Colombie-Britannique où les pénuries de main-d'œuvre atteignent des proportions inquiétantes.

J'ai évité d'avancer des prédictions économiques spécifiques dans ce document de travail, mais en voici une que je n'ai pas peur de faire : le taux de chômage de l'Alberta augmentera au-dessus de la barre des 5 % à un certain moment au cours des 20 prochaines années. Un jour ou l'autre dans l'avenir, la pénurie de travailleurs ne

sera plus notre plus grand problème - ce sera encore une fois les taux de chômage inconfortablement élevés.

Ce que je veux dire, c'est qu'au lieu de diriger les politiques publiques vers la résolution du problème du chômage ou même vers celui de la pénurie de la main-d'œuvre, on devrait plutôt rendre le marché du travail aussi flexible et capable de réagir que possible. Cela signifie qu'il faut encourager davantage de migration interprovinciale. Cela signifie qu'il faut encourager les travailleurs d'un certain âge à décider de quelle façon ils veulent demeurer actifs sur le marché du travail, et pendant combien de temps. Cela signifie aussi qu'il faut trouver des façons d'augmenter le niveau d'éducation et de formation chez les jeunes autochtones et leur donner des outils dont ils ont besoin pour s'engager significativement dans la main-d'œuvre.

La flexibilité, l'agilité, l'adaptabilité. Ce sont là des adjectifs qui devraient décrire les travailleurs dans l'économie dynamique de l'Ouest du Canada en 2026. Nous devons apporter quelques changements pour en arriver là. Nos vieilles politiques envers l'A.-E., le RPC, les ministères des Ressources humaines des différentes provinces et envers l'immigration sont toutes conçues de façon à aider les travailleurs à maintenir le statu quo. Nous devons changer le visage de ces politiques et favoriser une main-d'œuvre qui peut fonctionner sous des conditions en perpétuel changement.

Recommandations

1. Réformer le programme d'assurance-emploi.

- Égaliser le numéro de semaines de prestations dans tout le pays.
- Reconnaître les dépenses impliquées dans la mobilité de la main-d'œuvre en offrant des incitatifs en argent pour les travailleurs migrants et leurs familles. Les sommes d'argent pourraient être augmentées pour ces familles qui se déplaceraient d'une région où règne un fort taux de chômage, mais seraient seulement disponibles une fois par année et seulement si le travailleur se déplace pour accepter un emploi dans la nouvelle région.
- Éliminer les prestations d'A.-E. pour les travailleurs saisonniers.
- Rendre la main-d'œuvre canadienne aussi mobile et flexible que possible.

2. Passer en revue la Loi de l'impôt sur le revenu, le RPC et la SV.

- Faire en sorte qu'il soit plus facile et plus intéressant financièrement pour les travailleurs d'un certain âge de demeurer dans la main-d'œuvre active.

- Identifier en quoi ces programmes découragent les travailleurs d'un certain âge de demeurer dans la main-d'œuvre active et réformer ensuite ces programmes en conséquence.

3. Augmenter l'immigration par le biais du Programme des candidats d'une province.

- Cibler les compétences spécifiques et identifier les immigrants qui ont les plus grandes chances de connaître le succès dans le système économique canadien.
- S'assurer que des programmes d'établissements appropriés soient financés et en place.
- Accorder un peu moins d'importance à la réunification des familles et plus d'importance sur le fait d'attirer les immigrants qui seront le plus en mesure de participer entièrement à l'économie canadienne d'une façon significative.

4. Encourager les étudiants étrangers à demeurer dans l'Ouest du Canada après l'obtention de leur diplôme.

- Assouplir les restrictions concernant les étudiants étrangers et le travail à l'extérieur du campus.
- Une fois que les étudiants étrangers complètent avec succès leur éducation dans une université canadienne de l'Ouest, il faudrait leur offrir de l'aide afin qu'ils puissent obtenir des visas de travail (temporaires ou permanents) s'ils demeurent dans l'Ouest.
- On doit aussi accélérer le traitement de leurs demandes d'immigration. Ce n'est pas une question de visas de travail, mais bien une question de documents d'immigrants reçus. Tous les étudiants internationaux devraient être traités comme de futurs citoyens canadiens. Ce sont les meilleurs travailleurs du monde entier et les plus brillants - nous ne pouvons pas nous permettre de les perdre.

5. Investir davantage dans la formation et l'éducation des travailleurs autochtones.

- Bien qu'il y ait de nombreux débats et des points de vue disparates sur la façon de le faire, il revient aux décideurs de trouver des méthodes appropriées pour remettre des outils éducatifs et de formation appropriés entre les mains des travailleurs autochtones - dans les réserves et à l'extérieur de ces dernières.

6. Protéger et Respecter

« Je serais plus optimiste à propos d'un avenir brillant pour l'homme s'il passait moins de temps à prouver qu'il peut être plus futé que la Nature et plus de temps à goûter sa douceur et à respecter son statut supérieur. »

– E. B. White

« On protège ce qu'on aime. Il est temps pour les intendants d'aujourd'hui de s'assurer que les générations futures auront l'occasion de connaître la puissance et la beauté de nos paysages. »

– Jim Hume, Président et PDG, The Kahanoff Fondation

Les habitants de l'Ouest accordent une grande valeur à la protection de la terre et de l'eau de la région. Le sondage Regard vers l'Ouest 2006 de la Canada West Foundation a permis de constater que la presque totalité des Canadiens de l'Ouest considèrerait la protection de l'environnement comme étant une priorité de grande ou de moyenne importance, et que seulement 4% des répondants évaluaient ceci comme étant une priorité de faible importance ou comme n'étant pas une priorité en soi. Il est clair que les Canadiens de l'Ouest considèrent la protection de l'environnement comme étant une priorité de premier plan au chapitre des politiques.

Un défi constant envers cette protection environnementale est que l'économie de l'Ouest du Canada a été construite sur l'extraction des ressources naturelles et continue encore aujourd'hui d'en dépendre. L'exploitation du bétail et des forêts de façon intensive de même que l'extraction du gaz naturel et des sables bitumineux ont tous un impact majeur sur la terre et l'eau de l'Ouest du Canada.

En même temps, la tension entre la protection de l'environnement et l'extraction des ressources a été une tension créatrice. De nouvelles industries ont vu le jour dans l'Ouest alors que les chercheurs tentent de trouver des façons moins dérangementantes et moins perturbatrices d'extraire ces ressources. Les scientifiques de l'Ouest font des recherches afin de pouvoir récolter les

arbres, faire pousser les céréales et extraire le pétrole du sable avec la vapeur en ayant un impact moindre sur l'environnement.

Nous n'avons pas besoin d'interdire l'extraction des ressources. Nous avons plutôt besoin de plus de recherche et de développement dans les secteurs de l'extraction des ressources et une meilleure intendance environnementale. Nous avons besoin d'esprits instruits et créateurs pour réfléchir à de nouvelles façons de récolter, d'extraire, et de forer nos ressources en accordant un plus grand respect pour la terre.

Recommandations

1. Devenir le leader mondial dans la recherche sur les énergies alternatives et les énergies durables.

- L'Ouest - en particulier l'Alberta - a besoin de se préparer en prévision du temps où les hydrocarbures ne seront plus le carburant de choix dans le monde. Le gouvernement de l'Alberta devrait investir massivement (c'est-à-dire des milliards et non des millions de dollars) afin de positionner l'Alberta sur l'échiquier mondial en matière de recherche portant sur l'économie d'énergie et de développement d'énergies alternatives. Le travail qui a déjà été entamé par l'Institut for Sustainable Energy, Environment and Economy (ISEEE) de l'Université de Calgary est un excellent premier pas.



- Cela devrait se faire en association avec les autres provinces de l'Ouest puisque qu'elles possèdent toutes des ressources énergétiques et ont toutes un intérêt majeur envers l'avenir de l'énergie dans la région.

2. Développer une stratégie unifiée et coordonnée et un fonds pour le développement de l'énergie.

- Les quatre provinces de l'Ouest jouissent d'une abondance de ressources énergétiques, autant renouvelable (l'eau et le vent) que non renouvelables (hydrocarbure, uranium). Mais ces ressources sont réparties inégalement parmi les quatre provinces de l'Ouest. Les quatre gouvernements provinciaux devraient développer une approche unifiée et coordonnée envers la production d'énergie et la recherche portant sur les énergies alternatives dans l'Ouest du Canada (voir le point 1 ci-dessus).
- Une partie des royalties provenant de ces ressources devrait être mise de côté dans un fonds de développement énergétique valable pour les quatre provinces, qui sera utilisé pour le développement, la conservation et la recherche sur les ressources.
- Il y a beaucoup plus de force et de stabilité en jeu quand on pense aux ressources énergétiques comme étant des ressources « de l'Ouest » au lieu d'y penser comme étant quatre silos différents. La réflexion à long terme suggère fortement que les provinces qui sont présentement riches en hydrocarbure considèrent aujourd'hui comment

d'autres sources d'énergie (hydroélectricité, nucléaire, hydrogène, etc.) pourraient venir compléter et soutenir leurs demandes en énergie lorsque les hydrocarbures ne seront plus aussi importants dans l'offre globale d'énergie.

3. Mettre sur pied un centre d'excellence pour tout l'Ouest pour prendre en main les préoccupations relatives à l'eau.

- Après avoir été considérée comme acquise dans l'Ouest pendant des années, l'eau est finalement considérée comme étant une ressource limitée. Plusieurs croient que l'eau deviendra la ressource naturelle la plus importante pour le Canada et l'Ouest au cours des prochaines décennies. Les implications sur la façon dont nos ressources en eau sont gérées - ou mal gérées - sont autant environnementales qu'économiques.
- Un centre d'excellence régional doté des ressources suffisantes devrait être mis sur pied afin de faire de l'Ouest un leader mondial au chapitre de la conservation et de la gestion de l'eau. Il devrait avoir un mandat clair pour développer des stratégies proactives visant à améliorer la gestion des ressources en eau de l'Ouest, et devrait bénéficier d'un appui très important de la part des quatre provinces de l'Ouest et du gouvernement fédéral.



7. Dernières réflexions

Plusieurs défis économiques ont été identifiés et plusieurs recommandations portant sur diverses politiques ont été émises pour aider à les relever. Il y a cependant plusieurs problèmes qui ont été soulevés lors de la conférence Définir notre avenir qui n'ont pas été spécifiquement abordés dans ce document de travail, incluant les implications économiques des éléments suivants :

- pratiques de développement durable et responsable du développement des terres dans les grandes régions urbaines;
- conditions de vie et chômage des autochtones;
- les sans abris dans les centres urbains;
- la pauvreté chez les enfants;
- la dépendance au jeu et aux diverses substances;
- le déclin rural;
- le changement climatique;
- les épidémies et pandémies possibles (comme le SRAS);
- la gestion des déchets; et
- options durables envers la prestation des soins de santé.

Le fait que ces préoccupations n'aient pas été abordées dans ce document de travail ne minimise en rien leur importance. Il n'en a pas été question simplement parce qu'il n'est raisonnablement pas possible de se pencher sur toutes ces préoccupations dans un document de travail aussi bref que celui-ci. Nous avons de plus tenté de nous concentrer sur une courte liste de priorités plutôt que de suggérer de prendre des actions sur un grand nombre de fronts politiques, dans le but avoué de stimuler un débat significatif. Qui plus est, le succès envisageable dans les secteurs de l'éducation et de la formation, de la créativité et de l'innovation, du transport et des communications, dans celui de la main-d'œuvre et dans l'environnement aura un effet d'entraînement qui aidera à aborder d'autres préoccupations. Il y a beaucoup de choses à faire, mais il faut bien commencer quelque part. Ce document de travail présente un ensemble d'options à considérer et j'encourage les Canadiens de l'Ouest et tous les autres Canadiens à bien réfléchir aux préoccupations sur lesquelles les décideurs devraient se pencher.

De plus, plusieurs lecteurs remarqueront peut-être que les recommandations présentées ici ne font aucune mention des réductions fiscales. Cela ne veut pas dire que le fait de réduire les impôts – et particulièrement ceux qui freinent les investissements en capitaux – ne soit pas un élément important dans un plan conçu pour aider à assurer la prospérité économique à long terme. Mais les réductions fiscales, aussi avantageuses soient-elles pour

stimuler la croissance économique immédiate, ne sont pas de « grandes idées bien réfléchies ». Ce sont des idées d'économie ménagère, et non des rêves de construction immobilière. Et c'est seulement pour cette raison que les recommandations en faveur de réductions d'impôts appropriées sont écartées afin qu'elles soient considérées ailleurs.

Deux choix

L'Ouest du Canada est à un moment critique de son développement économique. Deux choix s'offrent à nous :

Nous pouvons continuer à cheminer sur le parcours sécuritaire et familial qui nous a bien servi au cours du XXe siècle, mais c'est un parcours qui est insuffisant pour faire face aux changements rapides et intensifs de l'économie compétitive globale d'aujourd'hui.

Ou bien nous pouvons choisir de suivre un nouveau parcours qui saura produire un niveau de vie et une prospérité plus grande encore au XXIe siècle. Le nouveau parcours est courageux, regarde vers l'avant, et est affirmatif. Il positionnera l'Ouest du Canada de façon à ce qu'il puisse réussir dans un environnement global qui ne ressemble en rien à celui d'il y a une dizaine d'années.

Ce nouveau parcours cherchera à développer la main-d'œuvre la plus brillante, la plus fortement instruite et la plus productive du monde.

Il facilitera la créativité et l'innovation parmi nos scientifiques, nos entrepreneurs, nos artistes et toutes ces personnes qui contribuent à l'économie de l'Ouest du Canada.

Il possédera une main-d'œuvre flexible, agile et capable de s'adapter.

Il facilitera le mouvement des idées, des marchandises, des services et des gens par l'entremise de voies de transport et de communications améliorées. La géographie ne sera plus un aussi grand obstacle pour notre économie et sera davantage un actif qui contribuera à une qualité de la vie remarquable.

Il respectera l'environnement physique de l'Ouest et il trouvera en même temps des façons nouvelles, responsables et durables de créer de la richesse à partir de la manne de ressources naturelles avec laquelle nous avons été bénis.

C'est à nous qu'il revient de Définir notre avenir. ■

ANNEXE: Noms des participants à la conférence Définir notre avenir.

Veillez noter que les recommandations contenues dans ce document de travail ont été inspirées par les discussions qui ont eu cours lors de la conférence. Aucune recommandation ou aucun commentaire spécifique ne devrait cependant être attribué directement à une des personnes dont le nom apparaît ci-dessous.

Pierre Alvarez Association canadienne des producteurs pétroliers	Brian Felesky Felesky Flynn, Barristers & Solicitors	Holly Mayer Agriculture et Agroalimentaire Canada	Duane Pyear Alberta Economic Development
Lance Ayer	Jock Finlayson Business Council of British Columbia	Ken McBride Agricultural Producers Association of Saskatchewan	Quint Sabatka Trimac Income Fund
Julie Ball Chambre de commerce de Calgary	Bruce Foster Mount Royal College	Tim McEwan BC Progress Board	Allan Scott Edmonton Economic Development Corporation
Fletcher Baragar Université du Manitoba	Craig Gates RREDA & McNair Business Development Inc.	Rolf Mirus Université de l'Alberta	Marguerite Simard Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM)
David T. Barnard iQmedX	Annie Girard	Tim Moro Ipsos Reid Corporation	Raymond Simard C.P., Saint Boniface (Manitoba)
Rita Bourgeois	William Glanville Institut international du développement durable	Mariette Mulaire Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM)	Dean Smith Agriculture et Agroalimentaire Canada
Dayna Boutang Industrie Canada	R. D. Guthrie Apprenticeship Works Saskatchewan	Valerie Mushinski Cumberland Regional College	Ruth Sol WESTAC
Terryl Brennan	Tim Hibbard Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	Ruben Nelson Foresite Canada	Michelle Soucie Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
George Brosseau Développement économique de l'Alberta	Kerry Holderness Agricultural Producers Association of Saskatchewan	William Norris Siron Ltd.	Eugene Stickland Alberta Playwrights' Network
Christopher Bruce Université de Calgary	Salman Husain Développement économique de l'Alberta	Rob Norris Université de la Saskatchewan	Louis T'etrault Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM)
Kent Campbell Crown Investments Corporation	Diana Ireland Moose Jaw Regional Economic Dev. Assoc.	Sheila O'Brien Université de Calgary	Victor Thomas Union des étudiants de l'Université de Régina
Ken Cheveldayoff Député provincial de la Saskatchewan	Dave Kaiser Alberta Hotel and Lodging Assoc	Larry Pana Développement économique de l'Alberta	Hal Thomson Manitoba Industry, Economic Development & Mines
Michael Chisholm	Ron Kneebone Université de Calgary	Wilson Parasiuk Paralink Management Ltd.	Peter Wallis The Van Horne Institute
Patt Churchill Central Alberta Economic Partnership	Clinton Lawrence-Whyte Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	Graham Parsons OWEC - Organisation for Western Economic Cooperation	Patrick Walters Ville de Calgary
Daniel Clemens	Adam Legge Développement économique de Calgary	Ardath Paxton Mann Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	Jared Wesley Université de Calgary
Satya Das Cambridge Strategies Inc.	Oryssia Lennie Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	France Pégeot EnCana Corporation	Michael Willmott Affaires étrangères Canada
Bill Downing BC Wood Specialties Group	Kevin Lewis Natural Resources Canada	Pat Perry Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	Harold Wilson Economic Development Alliance of Southeast Alberta
Myrna Dube Administration de l'aéroport de Calgary	Helmut Mach Université de l'Alberta	Kevin Peterson Canada West Foundation	David Woyonowski Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Stuart Duncan Destination Winnipeg Inc.	Ranjana Martin Alberta Electric System Operator	Brant Popp Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	Jane Zheng Manitoba Public Insurance
David K. Elton Max Bell Foundation			
Katie Emond Développement économique de Calgary			
Allan Evans Prairie Centre Policy Institute			

À propos de la Canada West Foundation

Notre vision

Un Ouest dynamique et prospère dans un Canada fort.

Notre mission

Être un chef de file en informations stratégiques, mener des recherches économiques ainsi que des recherches sur des politiques publiques objectives de grande importance pour les provinces de l'Ouest, les territoires et tous les Canadiens.

La Canada West Foundation est un organisme de bienfaisance enregistré canadien, constitué en vertu d'une loi fédérale (#11882 8698 RR 0001).

En 1970, la conférence One Prairie Province s'est tenue à Lethbridge, en Alberta. Parrainée par l'Université de Lethbridge et le Lethbridge Herald, la conférence a suscité une attention considérable de la part des citoyens et des leaders concernés de la communauté. Le consensus qui s'est alors dégagé était que la recherche sur l'Ouest (y compris la C.-B. et le Nord canadien) devrait être augmentée par une nouvelle organisation. Pour combler ce besoin, la Canada West Foundation a été constituée par lettres patentes, le 31 décembre 1970. Depuis ce temps, la Canada West Foundation s'est établie en qualité d'institut de recherche de premier plan au Canada. La Canada West Foundation s'est distinguée dans le passé et le présent par ses recherches objectives et accessibles et par la participation des citoyens, et continuera sur cette lancée dans l'avenir. Ses efforts trouvent leur source dans la croyance qu'un Ouest fort fait un Canada fort.

Vous pouvez obtenir de plus amples informations en visitant le www.cwf.ca.



#900, 1202 Centre Street SE
Calgary, Alberta, Canada T2G 5A5
Tél.: 403.264.9535

www.cwf.ca